

## BULLETIN D'ADHESION

BNC OU MICRO-BNC (Bénéfices non commerciaux)

### ENTREPRISE INDIVIDUELLE

M.  Mme

NOM : .....

Prénom : .....

Date de naissance :

Enseigne : .....

### SOCIÉTÉ

SCP  EURL  SDF  SEP

SEL unipersonnel  AARPI

Autres : .....

RAISON SOCIALE : .....

Enseigne : .....

Imposition :  IS -  IR Nombre d'associé(s) : .....

Noms, Pénoms des associés :

1 - .....

2 - .....

3 - .....

## COORDONNÉES

Téléphone :

Portable :

Email (obligatoire) : .....

Email utilisé pour vos échanges avec l'Administration Fiscale (si différent de l'adresse ci-dessus) : .....

Adresse professionnelle : .....

CP      Ville .....

Adresse correspondance (si différente de l'adresse professionnelle) .....

CP      Ville .....

## ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Activité : .....

Pour les médecins :  Généraliste -  Spécialiste : .....

Année d'obtention du diplôme :

Vous êtes conventionné :  Secteur 1  secteur 2  secteur 3

non conventionné  Remplaçant

Date début d'activité ou de reprise :

Code APE :

N° SIRET :

Code ROF :

Coordonnées de votre SIE (Service des Impôts des Entreprises) : .....

## ADHÉSION

Demande d'adhésion à partir de l'exercice du       au

Avez-vous déjà été adhérent d'une Association :  Oui  Non

Si oui lequel ? ..... Date de radiation :

Motif de la fin d'adhésion :  Cessation d'activité -  Transfert<sup>(1)</sup> -  Démission ou exclusion

<sup>(1)</sup> Attestation de transfert de votre ancienne association à adresser au CGM06 dans les meilleurs délais pour valider l'adhésion

## DÉLAIS D'ADHÉSION

- **Début d'activité ou reprise** : dans les **5 premiers mois** du début de l'activité ou de la reprise.

- **Première adhésion** (en activité depuis 1 an ou plusieurs années) : **dans les cinq mois de l'ouverture de l'exercice** pour lequel vous demandez l'adhésion et souhaitez bénéficier des avantages fiscaux. **Au plus tard le 31 décembre** pour les Micro-BIC qui franchissent les limites de recettes au cours de l'année (décret n° 2016-1356 du 11/10/2016).

- **Transfert de Centre** : dans le délai maximum de **30 jours calendaires** à la date de démission.

- **Autres cas** (ex : nouvelle adhésion consécutive à une radiation) : avant **l'ouverture** de l'exercice au titre duquel vous souhaitez bénéficier des avantages fiscaux.

CENTRE DE GESTION MULTIPROFESSIONS DES ALPES MARITIMES

22, Avenue Georges Clemenceau - CS 21605 - 06011 NICE CEDEX 1

Téléphone : 04 93 16 19 72 - Télécopie : 04 93 16 64 80 E-mail : mail@cgm06.com - Site : www.cgm06.com

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 Agréée par M. Le Directeur Régional des Impôts le 25 mai 1977 Formation professionnelle 93 06 00 553 06

## RÉGIME FISCAL

### Régime d'imposition :

- Micro entreprise    Auto entrepreneur  
 Déclaration contrôlée (2035)  
 Déclaration contrôlée option (2035)

### Régime TVA :

- Etes vous soumis à TVA :  
 Non assujetti  
 Franchise en base  
 Oui :  
 CA12  
 CA3 :  Mensuelle  Trimestrielle

## TÉLÉTRANSMISSION DES DÉCLARATIONS

**J'ai recours à un Expert-Comptable** pour la tenue de ma comptabilité et l'établissement de ma déclaration fiscale :

**NOM (ou Cachet) :** .....

.....

.....

Téléphone :

**Email (obligatoire) :** .....

.....

Adresse : .....

.....

CP   Ville .....

**Collaborateur en charge du dossier :**

Nom : .....

Prénom : .....

**J'établis moi-même ma déclaration :**

Je télétransmets via le partenaire EDI suivant :

- teledeclaration-oga.fr  
(portail mis à la disposition des adhérents du CGM06).  
À ce titre, je m'engage à m'y inscrire et à procéder, en mon nom, à la télétransmission de mes données comptables et fiscales.

autre (à préciser) : .....

.....

.....

## TRANSMISSION DES TVA

**Par mon Expert-Comptable :**

- par EDI    par EFI (Impôt.gouv.fr)

**Par moi-même**

- par EDI    par EFI (Impôt.gouv.fr)

## COTISATION ANNUELLE

Je joins au bulletin d'adhésion le règlement de la cotisation

Par chèque n° ..... Tiré sur la banque.....

100 € TTC : Micro entreprise - Auto entrepreneur :

240 € TTC : BNC

120 € TTC : BNC Primo déclarant (uniquement 1ère année d'activité déclarée aux services fiscaux)

## COMMENT AVEZ-VOUS CONNU LE CGM06 ?

- Expert-comptable    Syndicat    Réunion d'information    Un adhérent du CGM  
 Salons    Presse    Google    Facebook    Autre (à préciser) .....

Je soussigné(e)..... demande mon adhésion au Centre de Gestion multiprofessions des Alpes Maritimes (CGM06).

Je m'engage à respecter les obligations rappelées ci-après et donne mon accord pour que les chiffres de mon entreprise soient utilisés de manière anonyme pour établir des statistiques professionnelles.

*Ce document est saisi informatiquement, aussi en application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.*

*Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au service adhésion du CGM06.*

Je donne mandat au CGM06 pour transmettre à la DGFIP :

- ma liasse fiscale au format EDI (si celle-ci n'est pas déjà dématérialisée)

- mon attestation d'appartenance au CGM 06, mon CRM ainsi que tous les documents mentionnés à l'article 11 des statuts du CGM06

Date

Signature de l'adhérent  
**(obligatoire) :**

## OBLIGATIONS DES ADHERENTS

Conformément à l'**article 11 des statuts**, l'adhésion au Centre implique pour les membres adhérents imposés d'après leur bénéfice réel les dispositions suivantes.

- **L'engagement** de produire à la personne ou à l'organisme chargé de tenir et de présenter leurs documents comptables tous les éléments nécessaires à l'établissement d'une comptabilité sincère de leur exploitation.

- **L'obligation** de communiquer à l'Organisme Mixte de Gestion Agréé le bilan, les comptes de résultat, tous documents annexes, ainsi que tout document sollicité par l'association dans le cadre des contrôles réalisés en application de l'article 1649 quater E du code général des impôts. En outre, les adhérents dont l'activité est soumise aux taxes sur le chiffre d'affaires doivent communiquer tous les éléments de nature à permettre à l'association de réaliser le rapprochement entre les déclarations de résultats, de taxes sur le chiffre d'affaires, de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et, le cas échéant, de revenus encaissés à l'étranger. Ainsi, les copies de déclarations de taxes sur le chiffre d'affaires, de CVAE, de revenus encaissés à l'étranger et de résultats sont obligatoirement communiqués et, si nécessaire, d'autres documents tels que des états récapitulatifs. Ces documents peuvent être déposés par l'intermédiaire du membre de l'ordre des experts-comptables en charge du dossier de l'adhérent.

- **L'autorisation** pour le CGM06 de communiquer à l'administration fiscale, dans le cadre de l'assistance que cette dernière lui apporte, les documents mentionnés au présent article, à l'exception des documents, quels qu'ils soient, fournissant une vision exhaustive des opérations comptables de l'entreprise.

- **L'autorisation** pour le CGM06 de communiquer au membre de l'ordre ayant visé la déclaration de résultat, le dossier et le commentaire de gestion de l'exercice comptable concerné par ce visa, ainsi qu'une analyse des informations économiques, comptables et financières en matière de prévention des difficultés des entreprises.

- **D'accepter** le règlement des honoraires par carte bancaire ou par chèques libellés dans tous les cas à leur ordre et ne pas endosser ces chèques, sauf pour remise directe à l'encaissement.

- **D'informer** leurs clients de leur qualité d'adhérent à une association mixte agréée, si tel est le cas, et de ses conséquences en ce qui concerne notamment l'acceptation du paiement des honoraires par chèque ou par carte bancaire selon les modalités cumulatives suivantes :

**a)** par apposition dans les locaux destinés à recevoir la clientèle d'un document écrit et placé de manière à pouvoir être lu sans difficulté par cette clientèle, mentionnant le nom de l'association agréée et reproduisant le texte suivant :

**« Membre d'un Organisme Mixte de Gestion Agréé par l'Administration Fiscale, acceptant à ce titre le règlement des honoraires par carte bancaire ou chèques libellés à son nom ».**

**b)** Par la reproduction dans la correspondance et sur les documents professionnels adressés ou remis aux clients du texte mentionné au a), ce texte doit être placé de manière à n'engendrer aucune confusion avec les titres ou qualités universitaires et professionnelles.

Les organismes mixtes portent les obligations définies aux a et b à la connaissance de leurs adhérents.

Ceux-ci informent par écrit l'association à laquelle ils appartiennent de l'exécution de ces obligations.

- **L'engagement** de respecter le règlement intérieur.

**De plus, pour les membres de professions libérales et titulaires de charges et offices l'adhésion implique également** les dispositions suivantes.

- **L'engagement** par les membres soumis à un régime réel d'imposition de suivre les recommandations qui leur ont été adressées, conformément aux articles 371 X à Z de l'annexe II du code général des impôts, par les ordres et organisations dont ils relèvent, en vue d'améliorer la connaissance des revenus de leurs ressortissants.

- **L'engagement** par ceux de ses membres qui ne font pas élaborer leur déclaration par l'association, de lui communiquer préalablement à l'envoi au service des impôts des entreprises de la déclaration prévue à l'article 97 du code général des impôts, le montant du résultat imposable et l'ensemble des données utilisées pour la détermination de ce résultat .

- En ce qui concerne les adhérents, non soumis au secret professionnel en application des articles 226-13 et 226-14 du code pénal, **de mentionner**, outre les indications prévues par l'article 1649 quater G du code général des impôts, la nature des prestations fournies ;

- Pour les membres des professions de santé, **d'inscrire** sur les feuilles de maladie ou de soins, conformément aux dispositions de l'article L 97 du livre des procédures fiscales et du décret n° 72-480 du 12 juin 1972, l'intégralité des honoraires effectivement perçus même s'ils ne peuvent que partiellement donner lieu à remboursement pour les assurés.

## PERTE DE LA QUALITÉ D'ADHÉRENT

Conformément à **l'article 13 des statuts**, la qualité de Membre du CGM06 se perd en cas de :

- 1) décès,
- 2) démission,
- 3) perte de la qualité ayant permis l'inscription,
- 4) radiation prononcée par le Conseil d'Administration ou par la commission ad hoc, émanation du Conseil d'Administration, pour non paiement de la cotisation, ou pour motifs graves, ou s'il s'agit d'un membre adhérent, imposé d'après son bénéfice réel, non respect des engagements et obligations prévus à l'article 11 ci-dessus. Le membre intéressé, à quelque catégorie qu'il appartienne ayant été invité préalablement, par lettre recommandée, à se présenter devant le Bureau ou, la ou les personnes qui en auront reçu délégation, pour fournir toutes explications utiles à sa défense.

Conformément à **l'article 9 des statuts**, les adhérents doivent informer, dans les trois mois et par écrit, le CGM06 de tout changement dans les conditions de leur activité ou de leur statut juridique.

Dans le même délai les démissions et cessations d'activité doivent être notifiées au CGM06 par écrit.

## RÉPONSES AUX OBSERVATIONS DU CENTRE

Conformément à **l'article 13 du règlement intérieur**, l'adhérent s'oblige à répondre dans un délai de deux mois aux rappels et observations qui pourraient lui être faits par le Centre concernant les délais de dépôt de ses déclarations fiscales ou les anomalies apparues à l'examen de son dossier.

A défaut, il pourra encourir l'exclusion dans les conditions prévues à l'article 10 dernier § du Règlement Intérieur.

Mention du présent article devra figurer au verso du bulletin d'adhésion. Il sera rappelé dans toute correspondance à l'adhérent tombant sous le coup de cette disposition.

### Article 10 règlement intérieur :

Les membres adhérents imposés d'après leur bénéfice réel, doivent se conformer aux obligations indiquées à l'avant dernier alinéa de l'article 11 des statuts.

En cas de manquements graves ou répétés aux engagements ou obligations sus énoncés, l'adhérent sera exclu du Centre. Il devra être mis en mesure, avant toute décision d'exclusion, de présenter sa défense sur les faits qui lui sont reprochés. Il bénéficiera pour ce faire d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification qui lui sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

## COTISATION

Conformément à **l'article 12 du règlement intérieur**, la cotisation est due pour l'année civile. Elle doit être versée dès réception de l'appel de cotisation. La première cotisation doit être jointe à l'adhésion.

A compter du 1er janvier 2017 les entreprises qui adhèrent au cours de leur première année d'activité, bénéficient pour cette SEULE année, d'une cotisation réduite intitulée cotisation PRIMO-DECLARANT (BOI du 6 avril 2016). Cette mesure ne s'applique que pour les exercices ouverts au plus tôt au 1er janvier 2017.

Les années suivantes le montant de leur cotisation est celui qui s'applique à l'ensemble des adhérents.

Une cotisation réduite existe pour les microentreprises.

Après relance en cas de non paiement de la cotisation dans un délai de 8 mois de son appel, l'adhérent est considéré comme démissionnaire à compter du 1er janvier de l'année d'imputation. Il en sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Des prestations complémentaires ou des participations aux frais peuvent également être facturées par le Centre.

## REMARQUES IMPORTANTES

Le bénéfice des avantages fiscaux au titre d'une année implique d'avoir été adhérent du Centre pendant toute la durée de l'exercice concerné.

Toutefois, en cas de première adhésion à un Centre de Gestion Agréé, l'avantage fiscal est accordé pour le bénéfice de l'exercice ouvert depuis moins de cinq mois à la date de l'adhésion.

C'est ainsi que pour les exercices coïncidant avec l'année civile, l'avantage fiscal ne peut s'appliquer que si l'adhésion a eu lieu au plus tard le 31 mai de la même année.

Si vous rencontrez des difficultés de paiement, vous êtes invité à contacter le Service des impôts dont vous dépendez. « En cas de difficultés particulières, et sur demande, une information complémentaire aux dispositifs d'aide aux entreprises en difficulté est proposée par le centre », ainsi qu'un renvoi à l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission-soutien-auxentreprises>